

## Défis de l'Union européenne

**« Le problème de l'Europe repose en elle-même : structure de prises de décisions baroque, retour du nationalisme, manque de leadership... Une grande puissance économique qui doit devenir une grande puissance politique ».**

ENTRETIEN avec Romano Prodi par Senén Florensa et Elisabetta Ciuccarelli

**P**ar deux fois président du gouvernement italien, Romano Prodi fut nommé en 1999 président de la Commission européenne, poste auquel il se maintint pendant cinq ans : au cours de cette période l'euro fut introduit, l'élargissement à 25 pays fut approuvé et la politique européenne de voisinage fut lancée. De même, Prodi institua le Groupe de Sages chargé d'élaborer le rapport *Dialogue des peuples et des cultures dans l'espace euroméditerranéen*, premier pas vers la Fondation Anna Lindh. En septembre 2008 il fut désigné président du Groupe de Travail ONU-Union africaine sur des missions de maintien de la paix et, depuis la *Fondazione per la Collaborazione tra i Popoli* de Bologne, qu'il a fondée et qu'il préside, il travaille pour favoriser la résolution de conflits et pour le dialogue entre les peuples. Européiste convaincu, Prodi est partisan d'un plus grand rôle de l'Europe dans le monde et du besoin d'une coopération plus efficace entre les deux rives de la Méditerranée.

**AFKAR/IDEES :** Comment évaluez-vous votre expérience avec l'ONU ?

**ROMANO PRODI :** Elle a été très positive, malgré les énormes difficultés politiques que doit affronter le système de l'ONU. Mon travail consistait à préparer un rapport sur le maintien de la paix en Afrique et le rôle possible de l'UA. Dans ce contexte, les difficultés apparaissent clairement à cause des diverses stratégies concernant l'Afrique : d'un côté, certains considèrent fon-

damental un rôle croissant des politiques et des structures régionales, liées à l'UA, et de l'autre, certains croient qu'il faut continuer avec la dynamique des relations bilatérales. Cette diversité de visions rend indispensable le travail de l'ONU au moment de jouer un rôle de guide et de médiation.

**A/1 :** *Quels sont les principaux objectifs de la Fondazione per la Collaborazione tra i Popoli que vous présidez ?*

**R.P. :** C'est une petite fondation sans la structure ni les moyens nécessaires pour réaliser des activités sur le terrain, mais qui peut travailler pour promouvoir une voie de dialogue entre les peuples. Dans la politique actuelle, nous avons besoin d'instruments désintéressés de débat pour atténuer les tensions et contribuer à la paix. Au mois de mai, nous organiserons à Bologne un congrès de haut niveau appelé « Afrique : 53 pays, un seul continent », où l'on débatera l'indispensable collaboration entre pays africains pour la construction d'une UA qui, bien qu'avec des caractéristiques complètement différentes de l'Union européenne, puisse aborder les problèmes du développement et de la paix.

**A/1 :** *En parlant de l'UE, quels sont les plus grand défis que doit affronter la deuxième Commission Barroso ?*

**R.P. :** Tel que l'on peut voir dans cette période de crise avec la coordination économique et financière, le grand dé-

fi de la Commission Barroso est de réussir à trouver des structures européennes opératives, synergiques et qui coopèrent entre elles. Le traité de Lisbonne a conféré une stabilité aux institutions européennes, mais la Commission reste un point de référence pour l'activité quotidienne de l'UE. Il est nécessaire qu'elle utilise le dialogue mais aussi qu'elle exerce l'autorité sur les pays membres pour éviter une Europe fragmentée et incapable d'agir. Après Lisbonne, elle a plus d'instruments, mais aussi de plus grandes restrictions budgétaires, aussi bien du fait de la difficile conjoncture économique que de la politique des Etats membres qui limitent les moyens, réels et potentiels, de la Commission. Cependant, il existe un espace pour que l'Europe récupère la voie de l'unité bloquée ces dernières années à cause des craintes des différents pays au sujet de l'immigration, la globalisation, etc. Dans ce contexte, la Commission est la structure la plus adéquate pour rompre avec la peur qui harcèle l'Europe.

**A/1 :** *Qu'est-ce que les nouvelles fonctions de président du Conseil européen et du haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères apportent ? Y aura-t-il des problèmes de coordination avec les présidences tournantes ?*

**R.P. :** Une plus grande cohérence de l'action extérieure de l'UE est un objectif nécessaire et ambitieux en même temps. Le traité de Lisbonne, en introduisant deux postes institution-

## Plus d'un an après sa constitution, l'UpM est toujours un grand défi géopolitique européen

nels, avance vers cette « voix unique » tant de fois invoquée. Ce modèle de gouvernance européenne introduit une nouvelle dimension du système des présidences tournantes. Bien que le partage des fonctions entre la présidence tournante et la permanente soit déjà esquissé, des problèmes de coordination surgissent, en particulier au sujet de la représentation extérieure de l'UE entre le président permanent du Conseil, le président de la Commission et le haut représentant. Tel que le prévoit le traité, il serait désirable que, à partir de 2014, les postes de président permanent du Conseil européen et de président de la Commission se fusionnent. Ainsi, il y aurait une figure unique de président de l'UE qui permettrait une plus grande efficacité de l'action extérieure. D'un autre côté, le traité prévoit la possibilité pour un groupe d'Etats d'instaurer des formes plus étroites de coopération en politique étrangère et de défense, ce qui augmenterait le rôle et la crédibilité de l'Europe. J'espère que les nouvelles générations aient assez de largeur d'esprit et de courage pour que cela devienne une réalité.

**A/1 :** *Parlons de la Méditerranée. A votre avis, quelle est la principale valeur ajoutée de l'UpM et du nouveau secrétariat ? Quels sont les défis de la région euroméditerranéenne ?*

**R.P. :** Plus d'un an après sa constitution, il faut encore considérer l'UpM comme un grand défi géopolitique pour l'Europe. L'UpM représente la volonté d'établir les bases d'un développement partagé entre les deux rives, d'affirmer notre identité commune et valoriser les patrimoines respectifs – humain, culturel, énergé-

tique, économique – en recréant cet ancien espace commun. L'arrêt des activités à cause de la crise de Gaza a empêché les rencontres et, par conséquent, la prise de décisions politiques nécessaires. Il est indispensable que ce projet se concrétise et se renforce. Le développement de l'UpM est étroitement lié à la définition d'une nouvelle stratégie de voisinage impliquant l'acquisition par l'Europe d'une masse critique nécessaire pour s'affirmer comme un nouveau « pôle » dans un monde multipolaire.

La stratégie de voisinage a obtenu une nouvelle base juridique grâce au traité de Lisbonne. De ce fait, il a marqué un choix clair en faveur d'une spécificité institutionnelle et politique de la PEV vis-à-vis de l'action extérieure européenne. L'UE développera avec les pays limitrophes des relations privilégiées afin de créer un espace de prospérité et de bon voisinage, fondé sur les valeurs de l'UE. Cette possibilité doit servir pour surmonter l'actuelle séparation entre pays membres et pays tiers, créer un nouveau statut juridique et politique pour tous les pays voisins (européens ou non) et les placer à mi chemin entre l'adhésion et l'association, en dépassant le dilemme entre membre de plein droit et pays tiers, externe aux dynamiques européennes.

**A/1 :** *Quel peut être le rôle de l'UE au Proche-Orient avec la nouvelle architecture institutionnelle ?*

**R.P. :** Dans la réponse à cette question, les limitations de l'UE surgissent. L'UE, blessée par ses divisions internes, n'a pas exercé jusqu'ici un rôle releuable dans le conflit palestinien-israélien. Combien de fois au cours de ces der-

niers mois n'ai-je pas entendu « Pourquoi vous, européens, qui êtes les principaux partenaires commerciaux, qui connaissez le Proche-Orient mieux que personne, n'exercez-vous pas un quelconque rôle ? » Et ma réponse est précisément que les divisions entre les pays européens et la faiblesse des institutions européennes ces dernières années ont empêché cette influence internationale. « Aucun règne divisé » – pour citer les Saintes Ecritures – « ne peut être puissant et efficace », et l'Europe, bien qu'étant la structure la plus grande et la plus puissante du monde, bien qu'elle ait une plus grande connaissance de la situation, n'a aucun poids politique.

**A/1 :** *Le Sahara occidental est un autre conflit qui s'est trouvé au centre de l'actualité. Pensez-vous que les pays amis et l'UE puissent contribuer à une résolution juste et pacifique du contentieux ? Etes-vous partisan d'une redéfinition du mandat de la MINURSO ?*

**R.P. :** Le conflit du Sahara dure depuis 35 ans, avec le résultat dramatique de la crise humanitaire dans les camps de réfugiés de Tindouf, Algérie. Avant les questions politiques, la communauté internationale devrait aborder la crise humanitaire qui touche plus de 100 000 personnes, bien que nous n'ayons pas de données fiables. Les aides à la coopération internationale ont permis à la population des camps de survivre jusqu'ici. Nous devons avoir le courage d'assumer que la communauté internationale a généré une coopération qui permet à la population de rester dans le désert, mais pas d'en sortir. Il est évident que l'on ne peut pas suspendre les aides humanitaires, mais le problème persiste dans toute

## { Au Sahara occidental, l'on doit aborder la crise humanitaire avant les questions politiques

sa gravité. Il faut arriver jusqu'à la question politique en commençant par la question humanitaire. L'Europe a la responsabilité de proclamer cette priorité et de demander au Maroc, à l'Algérie et aux sahraouis de faire tout leur possible pour résoudre au plus tôt la situation des camps. Est-il possible d'arriver à cette solution en cinq ans ? Nous ne pouvons tolérer qu'à Tindouf les gens vivent dans des conditions inhumaines et qu'à Laâyoune il n'y ait pas d'hôpitaux, de routes ni d'écoles. Si nous étions capables d'imposer un nouvel agenda humanitaire, nous ouvririons aussi la porte à une nouvelle voie pour une solution politique. De plus, la question sahraouie présente une grande valeur symbolique pour l'union du Maghreb. Seul un Maghreb uni et en paix peut jouer un rôle principal dans une Méditerranée de paix, démocratie et développement.

La MINURSO présente une valeur présente, de surveillance, dialogue et interposition, mais ce nouvel agenda politico-humanitaire est nécessaire, sinon, la MINURSO se réduira aussi à une présence rituelle sans trop de signification, confinée à la question des listes du référendum, courant le risque de ne rien obtenir.

**A/1 :** *Quel rôle peut jouer dans ces deux contentieux l'administration Obama ?*

**R.P. :** Ce sont deux conflits très différents, au regard de leur poids spécifique et de leur « dangerosité ». Il est clair qu'Obama peut faire beaucoup de choses. L'important, c'est que l'administration américaine soit unie (les déclarations d'Hillary Clinton et d'Obama sur le Proche-Orient n'ont pas toujours correspondu à des lignes politiques homogènes). Aujourd'hui, le



**Romano Prodi, lors du Forum euroméditerranéen de l'énergie, organisé par le Club Español de la Energía et l'IEMed. Mars 2009. / MIQUEL GONZÁLEZ/SHOOTING/IEMED**

problème du dialogue palestinien-israélien est plus compliqué du fait de la division entre palestiniens, au point de parler de deux Etats palestiniens et non d'un seul. C'est là la véritable catastrophe. Sans une réconciliation palestinienne, aucun processus de paix ne sera possible. Obama doit travailler avec plus de détermination dans ce sens, en commençant par Gaza. Le moment est venu de gestes crédibles montrant une nouvelle perspective politique. Il faut des projets de réconciliation, des décisions résolutes pour sortir du blocage permanent qui permet aux parties de vivre de leurs rentes et leur paresse politiques.

**A/1 :** *Comment pensez-vous que le rapprochement américain à la Chine et d'autres puissances émergentes puisse avoir une influence sur le poids européen sur la scène internationale ?*

**R.P. :** L'alliance des USA avec d'autres puissances comme la Chine ne doit pas préoccuper l'Europe. Le véritable problème de l'Europe repose en elle-même : structure de prises de décisions baroque, retour du nationalisme, manque d'un leadership uni et crédible... L'Europe est une grande puissance économique qui doit encore devenir une grande puissance politique.

**A/1 :** *En tant qu'europeïste convaincu, qu'est-ce que l'identité européenne est pour vous ?*

**R.P. :** L'Europe est un métissage d'identités qui s'expérimentent non selon la logique de l'assimilation, mais en partant de la recherche et la compréhension des nouvelles règles qui forment le monde actuel. Nous devons accepter que nous sommes formés par de multiples histoires et cultures. Il ne

## Sans une réconciliation palestinienne, aucun processus de paix au Proche-Orient ne sera possible

s'agit pas de tout relativiser. Au contraire, il s'agit d'arriver à un dialogue entre les différentes traditions qui nous conforment sans perdre l'unité qui nous sustente. Notre identité n'est pas dans la contemplation du passé, mais dans la capacité à construire un avenir plus juste et partagé par tous.

**A/1 :** *Cette supposée identité européenne est aussi brandie comme l'un des principaux arguments contre l'adhésion de la Turquie à l'UE. Quel est votre avis sur la question ?*

**R.P. :** La complexité de l'adhésion de la Turquie à l'UE n'est pas autant un problème d'identité européenne dans le sens strict, mais précisément de la peur que ressent l'Europe vis-à-vis de l'immigration et la globalisation. Au-delà de cette crainte et des partisans et des détracteurs, l'on doit aborder la question avec l'intelligence nécessaire et moins d'émotivité. L'on pouvait envisager une intégration lente et graduelle, du fait des caractéristiques géographiques, démographiques, historiques et culturelles de la Turquie. Cependant, ce processus se complique lorsque certains pays, concrètement la France, décident de passer par un référendum populaire. Il faudra travailler sur le processus d'intégration avec plus de prudence, en étant conscients du fait que cela peut durer plus de ce que l'on pensait.

**A/1 :** *Pensez-vous que les politiques actuelles sont adéquates pour aborder le défi de l'immigration en Italie ? Croyez-vous que la législation européenne sur l'immigration de ces dernières années a favorisé le durcissement des politiques nationales des Etats membres ?*

**R.P. :** Les migrations sont l'un des grands défis de notre temps. Elles ne sont pas un événement conjoncturel, mais un processus nécessaire, dramatique et complexe qui doit être géré avec sagesse et responsabilité, non seulement dans le contexte national, mais aussi supranational. L'Europe est appelée à s'impliquer dans ce défi. Le crime organisé gère une bonne partie de l'immigration dans le sud d'Italie, nourrissant ainsi le mépris et le racisme. La déportation à Rosarno de 900 citoyens avec un permis de résidence en règle, montre à quel point les fondements de la République, le respect des droits et l'exigence de respect des devoirs entrent en jeu. Nourrir la peur pour obtenir des avantages électoraux est inutile au moment de trouver des solutions raisonnables et ne vulnérant pas les droits prévus par la Constitution italienne. La volonté politique doit être de trouver des solutions civilisées.

**A/1 :** *Pour finir, parlons de l'économie. La lente récupération met en évidence le besoin d'une plus grande coordination. Quelles mesures peut-on adopter à ce sujet ?*

**R.P. :** Les réponses à la crise ont été très diverses en fonction des blocs régionaux : très rapide en Chine, rapide mais avec des complications en Amérique, inexistante dans le cas européen, puisque multiple et provenant de chaque pays séparément. Il y a eu une coordination des politiques monétaires par la Banque centrale européenne pour les pays de la zone euro, mais il n'y a eu aucune politique économique et financière coordonnée. Ainsi, alors que la Chine a réactivé son rythme de croissance de façon stra-

tosphérique, les USA montrent déjà quelques signes concrets, bien que contradictoires, de réactivation, l'Europe – selon moi – voyage dans le dernier wagon du train. Les petits signes de récupération ne réussissent pas à arrêter l'augmentation du chômage, ni à réactiver les investissements ni la consommation intérieure. De plus, dans le cas de la Grèce nous voyons comment l'intervention s'est produite grâce à l'élan des pays individuels. Il n'y a pas de volonté de prêter à la Commission, en général aux institutions européennes, le rôle de coordinateur des politiques. Avant la crise l'on avait présenté les propositions que Delors avait déjà exposées dans le passé pour constituer un fond, des bons européens, permettant de disposer de ressources pour intervenir en faveur de pays en situation critique. Cependant, les pays à la tête de l'UE ne l'ont pas approuvé et ils ont préféré intervenir de façon exceptionnelle et contrôlée par chaque pays. Ainsi donc, la coordination des politiques budgétaires en est toujours à un stade embryonnaire et seul le Pacte de Stabilité est encore en vigueur, bien qu'avec des règlements purement formels qui n'envisagent aucun outil d'intervention dans le cas de situations comme l'actuelle. Il y a déjà bon nombre d'années, j'ai provoqué une grande polémique en qualifiant le Pacte de Stabilité d'« inutile », précisément parce qu'il se basait sur des données préétablies et quantitatives et n'avaient pas la capacité de s'adapter aux situations futures. Aujourd'hui son insuffisance est proclamée par tous. L'on parle beaucoup moins, cependant, des solutions possibles, puisque la politique européenne est dominée par la peur et la préoccupation plus que par le désir de faire un saut en avant. ■